

HARNY

Diktat

Littérature actuelle

Diktat

récit

Diktat © 2016 Bruno Harny
ISBN 978-2-9557079-0-6

PROLOGUE

Parce que les personnages abordent des sujets de gouvernance, il y a un risque que le lecteur prenne *Diktat* au sérieux.

Ce ne serait pas sérieux. *Diktat* est une comédie. Cela se voit bien, c'est exagéré, il n'existe pas de dirigeant ou d'élus comme ceux de ce récit, roués et cyniques. Du moins pas chez nous.

Le seul élément de *Diktat* qui se rapporte au réel serait, sous toutes réserves, la danse qui clôt les deux parties. Eh quoi ? nos représentants ont bien le droit de s'amuser, de danser en buvant du cognac en chantant n'importe quoi...

Mais la comédie n'est jamais éloignée du tragique. Et ce qui n'existe pas chez nous pourrait bien exister ailleurs, dans certains pays, si cela venait à tourner mal. C'est que, des dictatures, il y en a eu beaucoup, et pourrait-on dire, toujours. Et notre ancienne tradition démocratique pourrait en souffrir, si l'on n'y prenait garde...

Diktat est une fiction qui traite d'une éventuelle dérive du pouvoir. C'est une comédie sur un sujet sérieux, une réponse satirique à des questions actuelles. Par sa forme de continuité dialoguée, *Diktat* est proche du théâtre, mais il est conçu comme un récit.

I

LE PRESIDENT : Nous avons le pouvoir. Nous le garderons. Nous serons intraitables. (*Une pause*). Car notre victoire est fragile. Le danger ne provient pas de notre adversaire, avec qui nous alternons le pouvoir. Le véritable ennemi, c'est celui qui met en cause les fondements de notre système, menace notre économie.

(*Les ministres et le député d'un signe de tête acquiescent*).

L'ennemi, c'est l'opposition non démocratique, non libérale, qui au nom de prétendues valeurs d'égalité, en réalité des acquis corporatistes datant d'anciens régimes, prétend s'opposer à la rentabilité, à la libre concurrence, à la libre circulation des idées et du capital. Cette opposition irresponsable, qui détourne tous les moyens de droit qu'offre la démocratie, freine notre action, gêne nos investissements et entrave notre développement, notre liberté d'entreprendre et de créer du profit, voilà le véritable ennemi.

LE BOUFFON : (*Il agite sa marotte, bruit de grelots*). Le véritable ennemi, c'est le rouge. (*Il ricane. Rumeur d'approbation autour de la table*).

LE PRESIDENT : Cette opposition est, grâce aux gouvernements qui nous ont précédés, depuis des décennies chaque fois défaite aux élections, elle est décimée. Mais son idéologie nocive, ses slogans rétrogrades, qui ne sauraient être qualifiés d'idées, qui pourrissent le dialogue social, persistent dans une frange de la population où elles transcendent les générations.

Cette opposition sourde est une hydre polymorphe, s'y apparentent des mouvements apparemment distincts, qui au nom de revendications éloignées, n'ont qu'un but, détruire notre prospérité. (*Une pause*). La menace est réelle. Le mécontentement grandit, le peuple gronde, cherche à mordre.

(*Approbation autour de la table*).

Nombreux sont les obstacles qui se dressent devant notre société et la minent. Les tensions économiques, le chômage, les difficultés sociales, l'urbanisation et l'expansion de la délinquance, les déséquilibres démographiques, les risques écologiques, la peur de l'autre. Toutes ces questions inquiètent, et les gens, qu'ils soient jeunes ou âgés, craignent un avenir qu'ils ne comprennent plus. (*Un silence*). Nous ne sommes pas à l'abri d'un soulèvement massif, imprévisible, d'une explosion incontrôlable, qui déborderaient nos frontières.

(Une pause)

LE BOUFFON : *(Secoue ses grelots).* Je ne dis rien.

LE PRESIDENT : *(Un geste agacé vers le bouffon).* Seul moyen de nous en garder, nous devons affermir notre puissance, et construire un monde nouveau. Pour cela, nous devons modifier en profondeur les structures de la société, et affronter les grandes crises qu'accompagnent ces mutations.

(Une pause. Le président regarde chacun des personnages assis à la table).

Votre rôle, mesdames et messieurs les représentants de l'exécutif et du législatif, est primordial. Chacun de vous, en son domaine, doit avoir conscience de ces difficultés, les connaître parfaitement, doit en débattre, et les combattre. Ou plutôt feindre de les combattre.

(Vif intérêt des personnages).

Oui, feindre de les combattre. Les gens, je l'ai dit, ne comprennent plus. Là est la clé, là est notre atout. Nous devons accentuer le trouble des esprits, les désorienter, supprimer leurs repères. C'est une question de méthode.

(Tous sont très attentifs).

Vous observerez la plus stricte confidentialité, c'est-à-dire que vous retiendrez l'information. Ainsi, vous éviterez toujours le débat de fond. Vous dévierez, inverserez la problématique.

(Appliqués, ils prennent des notes)

Vous préparerez l'opinion en lui annonçant des sacrifices nécessaires, mais, grâce à notre action, différés. Vous en organiserez l'application par touches successives, soumises à condition, étendues dans le temps. Les gens oublieront, ne verront pas la progression. Vous détournerez l'attention des sujets brûlants, vers le sport, des faits divers, des catastrophes – de préférence se produisant à l'étranger. Vous créerez des conflits, auxquels vous apporterez la solution. Ce sont là des cas d'école.

Soyez souples, lâchez sur des questions mineures, qui vous donneront une apparence progressiste, mais ne cédez rien sur le fond. Ne rien changer, que ces questions s'enlisent, dégènèrent, que les gens s'habituent, c'est gagner du temps pour faire évoluer les mentalités.

(Une pause).

Vous le comprenez, votre arme majeure est la rhétorique. Vous êtes des orateurs, savez marteler l'anaphore, soyez des professionnels du double langage. Procédez au nom de grandes idées : Droits de l'homme, Démocratie, Liberté. Tenez un discours assez général pour que chacun y trouve ce qu'il cherche. Pratiquez la périphrase et l'antiphrase, l'inversion et le glissement sémantiques, usez de tous les procédés stylistiques propres à entretenir la confusion des esprits. Un peuple sans esprit est un peuple docile.

Le coût politique sera très élevé. Les moyens sont illimités. Ne reculez devant rien. Soyez tous complémentaires, et cohérents. La tâche est immense, l'enjeu en conséquence.

(Les personnages se regardent, approuvent gravement).

Face à ce défi, nous ne sommes pas seuls. Nous disposons d'appuis sûrs, que sont les media, et nos alliés de l'entreprise. La société civile nous apportera de précieux soutiens, qu'il s'agisse des partenaires sociaux, des organisations non gouvernementales dont nous favorisons le financement, des associations professionnelles, des œuvres de bienfaisance, des groupements spirituels et des fraternités sur qui nous pouvons compter. Tous partenaires décidés, qu'un intérêt commun réunit, avec lesquels vous veillerez à coordonner votre action.

Donc, de l'audace, de la méthode, et travaillez la structure, le reste suivra. Dans la population, dans le marais des indécis, vous verrez que nombreux se rallieront, par nécessité, crainte, opportunisme, ou simple instinct grégaire.

(Une pause).

Mesdames et messieurs, après ce rappel de politique générale, je souhaite entendre comment vos administrations respectives mettent en œuvre ces orientations. Nous commencerons par monsieur le ministre de l'Économie.

LE BOUFFON : Président, un mot. Après les rouges, les jaunes. Joli tableau que tu dessines. Détruire l'opposition va augmenter tes dépenses, abêtir la masse diminuer tes recettes. Tu l'as dit, ça va coûter cher, et je vois mal ton profit. Ton monde nouveau, c'est une stratégie de repli.

LE PRESIDENT : Tais-toi, bouffon. (*S'adressant aux autres*). La parole est au ministre de l'Économie.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE : Monsieur le Président, nous avons fortement restructuré le marché du travail, avec la recherche permanente d'un objectif double : la hausse constante des profits, dont nos alliés de l'entreprise sont satisfaits ; et le contrôle de la masse, l'organisation du travail étant ce qui les tient le plus.

L'accès à l'emploi est fermé. Nous maintenons le volant maximal de chômage. Entrer dans l'entreprise avec une position stable ne se fait que par un solide réseau, autrement dit par connaissance, famille. Outre la sélection selon nos critères, cela induit une surveillance mutuelle, qui est une très efficace muselière psychologique. En cas de problème nous nettoyons la chaîne, éliminons l'élément, et celui qui l'a introduit.

LE PRESIDENT : (*Au bouffon, qui n'a rien dit*). Tais-toi. (*Au ministre*). C'est bien, continuez.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE : Dans le contexte actuel, les conditions d'exploitation des grandes entreprises, sur le modèle outre-océan, sont au plus haut. Nous avons envoyé des missions d'études en Asie du sud-est pour optimiser ces résultats.

Le travailleur est jugé selon son rendement, que nous appelons concurrence, et à son comportement, dénommé motivation. Ces deux variables sont subjectives. La dénonciation est de mise. La menace est le chômage. L'employé, à quelque niveau qu'il se situe, vit avec la peur, à la moindre incartade, d'être jeté à la rue. La règle n'est pas écrite. La masse part au travail le matin la peur au ventre.

LE BOUFFON : (*Il agite sa marotte*). C'est beau comme de la poésie ces glissements de sens. Bon élève, monsieur le ministre. Nul n'est à l'abri d'être jeté à la rue ! c'est du ciselé, elle est belle cette figure.

LE PRESIDENT : Tais-toi, bouffon. (*Au ministre*). Très bien. Ne relâchez pas la pression.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE : Les syndicats sont laminés, ou bien travaillent pour nous. Les délocalisations se font pour gagner sur la main-d'œuvre, mais beaucoup pour détruire un syndicat trop exigeant. C'est une priorité supérieure. Un exemple, les transports. Nous avons artificiellement augmenté le coût du fret ferroviaire, ses comptes sont déficitaires. Comme actionnaire nous y perdons, mais c'en est fini du monstrueux syndicat rouge. Nous compensons sur le prix du billet voyageur, et le développement du fret routier a fait se créer une pléthore de PME, nous gagnons sur le segment automobile.

LE DEPUTE : Monsieur le Président, j'aurais à ce sujet quelque chose à ajouter.

(Le président d'un geste de la main élude).

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE : La PME est notre premier pourvoyeur d'emploi. Elle tisse son réseau sur l'ensemble du territoire, la plus humble commune en dépend. Jamais de vague, avec elle. Le patron est devant ses ouvriers, il connaît le métier, et tous ses hommes, il les tient un à un. L'ouvrier à son compte est le pire cerbère de l'ouvrier qui se loue. L'artisan maîtrise au mieux la rentabilité. Dans le bâtiment, une maison sur trois qu'ils construisent est à eux, sans compter le noir qu'ils empochent. Ils ont une expression, ils disent qu'ils se gavent.

(À ce mot tous rient autour de la table).

Experts en flexibilité ! Les horaires à rallonge, travail physique dix heures et plus par jour et le samedi, quand ces messieurs veulent bien honorer à temps un contrat, le chômage partiel quand ça les arrange, et le licenciement au premier prétexte.

Et d'excellents comédiens, ces petits patrons. Toujours en train de se plaindre, ils nous poussent à leur octroyer ce que nous souhaitons leur donner, cela nous exonère de la mise en scène qu'ils prennent en charge. Nous devons modérer leur enthousiasme, ils veulent aller trop loin trop vite.

LE PRESIDENT : Nous recueillons avec les PME le fruit des réformes qui ont démantelé les grandes entreprises d'État. C'est bien, poursuivez.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE : Revenons au contrôle psychologique. Le travail, il faut y souscrire, avoir l'air d'y croire, impossible de s'y soustraire. Malgré sa peur, l'employé arbore au travail un visage joyeux, il relaie les instructions, il rivalise d'initiative pour augmenter les quotas imposés. Il s'identifie à l'entreprise dont il est un maillon, est prêt au sacrifice pour mettre en valeur son dévouement. Il accepterait une baisse de salaire si on lui disait qu'elle est nécessaire. Nous étudions cet aspect, voyons à le systématiser.

Pour éviter que l'employé qui connaît bien son travail accomplisse sa tâche sans trop de mal, voire gagne des moments de détente, où il puisse penser, prendre du recul, nous veillons, au nom d'une prétendue actualisation, à modifier en permanence nombre d'éléments et de paramètres techniques qui obligent à une constante adaptation. L'encadrement n'est surtout pas préservé, il est soumis, dans le but d'augmenter sa charge de travail et de ne plus lui laisser un instant de pensée libre, à la rédaction de rapports les plus détaillés. Dans une perspective de conceptualisation, que tout cadre se doit de développer, nous pensons à leur demander des rapports sur leurs rapports.

Je passe sur les horaires d'embauche très matinaux, c'est bon pour la santé de se lever tôt. L'important est que l'employé moderne est toujours disponible. Il emporte chez lui ses dossiers à travailler. Sur la route autant qu'à la maison, le soir autant que le jour de repos, l'employé est toujours à disposition. Et toujours heureux de servir l'entreprise. Nous ne remercierons jamais assez le progrès technique, le téléphone et l'ordinateur portables.

Cette organisation du travail entraîne certes des pertes élevées – il est connu qu'un environnement valorisant favorise l'innovation – des pertes élevées avec peine compensées par l'élévation de productivité, mais le gain politique est profond. Nous pouvons mieux faire, mais nous pensons avoir atteint les objectifs fixés par vos directives. L'employé est un matériau malléable, qui ne saurait se révolter. La conjoncture est bonne. Les profits sont record.

LE PRESIDENT : En effet, vous pouvez vous améliorer, vous en avez tracé les perspectives. Dans l'attente, c'est bien. Vous choisirez trois de vos conseillers et leur

octroierez sur le budget une gratification de respectivement quinze, dix et cinq mille, mensuels sur un an. Quant à vous, vous prendrez sur les fonds secrets du ministère une unité, que vous verserez à votre compte.

(Le ministre rosit de plaisir, bafouille un remerciement).

Monsieur le Député, vous vouliez ajouter quelque chose.

LE DEPUTE : *(Qui cherche à se mettre en avant).* À la Chambre nous travaillons activement à contrecarrer les syndicats des transports, qui malgré la réduction drastique des effectifs protégés, continuent à sévir, aussi bien dans l'aérien, le rail, que dans les grandes régies urbaines. Nous modifions le droit du travail. Nous avons avancé le concept de continuité de service public. En démocratie, nous ne pouvons supprimer le droit de grève, inscrit dans la constitution. Par ce détour, de facto une forte proportion des employés est à son poste, le service est assuré, la grève est partielle et ne nous gêne plus. Je dirais davantage, elle découvre ceux qui cessent le travail, les pénalise financièrement, et réduit leur marge de manœuvre à quelques jours.

LE PRESIDENT : *(Il opine).* La voie législative est la bonne.

LE DEPUTE : *(Zélé).* Nous avons travaillé sur la langue. Au lieu de remettre en cause notre discours, les centrales syndicales ont adopté le lexique dominant, crise, rigueur, dette publique, réforme, concurrence, compétitivité, productivité, qu'ils ressassent journallement à leurs troupes. Il est à noter que dans les grandes entreprises leur représentativité et leur influence sont est en forte chute. Dans les PME, le syndicat n'existe pas.

LE PRESIDENT : *(Assez froid).* Le droit du travail doit tenir compte des réalités actuelles, il doit être revu. Discutez, amendez, légiférez, c'est votre fonction.

(Plus attentionné). Vous transmettez à mon cabinet des propositions pour votre circonscription.

LE BOUFFON : *(Il agite sa marotte, grelots).* Président, tu es fort. La populace prête à tout pour accéder au sésame du travail. Connaissance famille – copinage, piston. Ça sent la mafia ton histoire de réseau. Mais ça marche, même ils y courent à l'usine, où ils toucheront ce qu'ils croient de l'or, de quoi accéder à crédit à un modeste logis et une petite voiture, tout juste pour durer jusqu'à la fin du mois.

C'est le retour au féodalisme. Au maître tout donner, sa force, son temps, son esprit. Plus évolué qu'aux temps anciens. L'esclave n'est plus vendu, c'est l'esclave qui mendie l'honneur de se vendre. Tu es un prodige de la politique.

Mais ce que j'admire, c'est la cruauté, le raffinement du système. Qu'au lieu de s'unir et se dresser, ils se soumettent, se livrent à toute besogne, se battent, se dénoncent les uns les autres, qu'ils se calomnient. Les bêtes qui se dévorent entre elles.

Je te donne également un satisfecit appuyé sur les SDF. Oh, ces camps bariolés qui couvrent les trottoirs de Paris, cinquante couchés sur des cartons comme sur des nattes. La splendeur de les voir tomber, au début les courageux dissimulent, ils se lavent aux fontaines, vivent dans leur voiture, et cherchent du travail, mais ça se sent, il y a une odeur du SDF. Quelle beauté de voir la dignité d'un homme s'effondrer. Et surtout les femmes SDF, la déchéance des femmes est plus vile, elle est délectable.

Maître, Seigneur, tu es un esthète du cœur humain.

LE PRESIDENT : Tu te fous de moi, bouffon ?

LE BOUFFON : Non. Pourquoi me priverais-je du spectacle du faible et du méprisable ? il rehausse l'opinion que j'ai de moi. Pourquoi me priverais-je de cette main-d'œuvre à la rue, qui m'enrichit ? Ne suis-je pas des vôtres ?

Mais je me demande, Maître, ce qui te pousse à cette politique. Le goût du pouvoir ? le plaisir de vivre dans les palais ? la jouissance d'humilier l'autre ? ta tête chenue n'en a pas assez ? Tu sers toi-même les puissances d'argent.

Et je m'inquiète, Maître. Naguère, tout le monde travaillait tranquille, on était riche. Maintenant on a peur, l'injustice et la misère grandissent. Toi, le politicien expérimenté, crois-tu que cela durera longtemps ?

LE PRESIDENT : Ça suffit, bouffon. Tais-toi.

LE BOUFFON : Je dis ce que les autres ont peur de te dire. Tu es coupé de la réalité. Tu as la phobie du rouge, et de ton palais tu ne vois plus comment vit le peuple, ne comprends plus comment il réagit. Tu gouvernes en technocrate, tu as perdu le sens de l'humain. Je te mets en garde pour l'avenir.

LE PRESIDENT : Tu idéalises le peuple, et tu menaces. Tu n'as aucun sens du rapport de force. Tu ferais un piètre politique. Je le répète, tu ferais mieux de te taire.

LE BOUFFON : Je sais, Maître. Quoi que je dise, ta réponse est la même.

LE PRESIDENT : (*À tous, irrité*). Reprenons le cours de nos débats. La parole au ministre de l'Intérieur, exposez vos résultats.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR : Monsieur le Président, notre première mission est le maintien de l'ordre établi. Notre action est hiérarchisée en trois points, prévention, identification, élimination.

La prévention repose sur le contrôle de l'information. La mise en place de systèmes intrusifs est achevée. Nous entendons par là un système de surveillance de l'ensemble des communications. Tout ce qui se dit sur la Toile, tout ce qui passe par les réseaux informatiques, la totalité des échanges téléphoniques, tout est filtré par nos calculateurs qui en activant une mémoire composée de mots-clés, sont en mesure de détecter toute trace de contenu subversif.

La moindre menace conduit à une enquête approfondie qui identifie la nature du risque. Celui-ci est répertorié en champs d'activité, qui peuvent se recouper, le terrorisme, le politique, l'activisme social, les intellectuels, mais aussi la finance, les trafics internationaux, les mafias, les mouvements religieux, etc., jusqu'au simple citoyen, rien de ce qui est déviant n'y échappe.

LE PRESIDENT : Bravo pour la structure. Rien ne doit sortir de la nasse. Les déviants sont souvent les plus intelligents, et les moins corrompus, ils sont un danger potentiel.

(*À tous, excité*). Vous les repérerez, et les éliminerez, le plus tôt possible, des études, de l'université, du marché du travail, au motif d'incompétence. Le sentiment d'impuissance les rendra fous. Ils se démasqueront.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR : Chaque suspect fait l'objet d'une fiche, ou d'une note. Il est alors traité par nos services. Selon le contexte et la gravité du cas, l'élimination prend des

formes diverses. La cible peut être retournée, elle nous servira d'agent double. Nous pouvons aussi la manipuler, l'infiltrer et l'orienter, la pousser à commettre des actes, débordement, provocation, attentat, conformes à notre intérêt.

Une grande souplesse garantit l'efficacité de l'élimination. Le suspect peut être démis de ses fonctions. Mais il peut être promu, en compensation de quelque gage. On soudoie l'élément gênant, bien peu résistent à l'attrait de l'argent. Chaque homme a son prix, il suffit d'augmenter la somme. Nous ne sommes pas en mal de crédit, la caisse noire est là pour ça.

Enfin, pour les obstinés, ceux qui ne comprennent définitivement pas, reste la dernière solution. Hélas, de nos jours, trop de gens sont victimes d'accident, ou disparaissent, sans qu'on sache pourquoi. Vous seriez étonnés des chiffres.

(Rires autour de la table).

LE PRESIDENT : Parlez-nous de la délinquance. Le sujet touche la population, le phénomène grandit.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR : Ne nous inquiétons pas. La petite et moyenne délinquance ne frappe que les petites gens, et les classes moyennes. Les dernières statistiques que nous avons publiées font état d'une hausse du taux de résolution des crimes et délits, d'une augmentation des arrestations des coupables, et généralement d'une baisse des vols et des actes de violence.

Mais je vous rassure. Ces chiffres sont faux, ils sont volontairement majorés. D'une part la dégradation économique accroît les incivilités (terme que nous préférons à celui trop agressif de délinquance), et nous ne pouvons placer un flic derrière chaque citoyen. D'autre part nous tenons à ce que cet état de violence latente, quotidienne, perdure et avive un sentiment de pourriture de la société.

Ainsi banalisée, la délinquance devient la norme, et contribue à dévaloriser la notion de moralité, donc à la perte de repères culturels et sociaux.

Quant au trafic de drogue qui gangrène les cités, comme s'expriment les journalistes, il est nécessaire à l'économie, il fait vivre des quartiers entiers. Nous n'arrêtons que les menus comparses. À l'échelon supérieur, la mafia draine d'importantes sommes d'argent que nous retrouvons judicieusement réinvesties dans les affaires, et elle fonctionne sur un type ultra libéral qui ne connaît de droits sociaux qu'une relative solidarité clanique. Elle aime en outre travailler dans le calme et sait nous rendre de grands services. Nous n'y voyons que des avantages. Et je préfère une jeunesse affalée sous son cannabis, que défilant sous un drapeau rouge.

(Signe de tête approbatif du président).

En revanche, et cela ressortit à la surveillance psychologique, ce que dans notre jargon policier nous appelons la prise de tête, nous réprimons impitoyablement les actes de la vie quotidienne. Reprenons, mais d'un autre point de vue, l'exemple de notre collègue de l'Économie, les transports.

L'automobile représente pour le conducteur un petit coin de liberté, qui lui coûte cher, mais où certains croient se valoriser, se défoulent. La violence routière est élevée. Quoique le fait d'une minorité, nous réprimons à tout-va. Les limitations de vitesse impossibles à respecter pullulent, et nos radars engrangent des records de rentabilité. La tradition du repas dominical en famille est également d'un excellent rapport, nous procédons à des contrôles d'alcoolémie le dimanche après-midi. Etc.

Sous couvert de sécurité, nous avons initié cette politique d'emprise psychologique et de rentrées d'argent par l'entremise d'une association de prévention routière, les bénévoles qui reçoivent une subvention de l'État auxquels vous fîtes allusion, monsieur le Président, et dont la responsable est devenue actionnaire de la société de fabrication de radars.

(*Rires de l'assistance*). C'est ainsi que la volonté de la société civile demande des mesures répressives. (*Rires de l'assistance*).

LE PRESIDENT : C'est bien. Que votre organisation couvre l'ensemble de la société est essentiel à la morale publique. Il faut tenir le corps social. Le tenir fermement, physiquement, et psychologiquement.

De la nuisance vous tirez profit. Votre traitement de la délinquance ne néglige aucune cause ni effet, et donne à chacun la réponse appropriée. Elle est une utile contribution à la remise en ordre des classes laborieuses. Sans que l'opinion s'en aperçoive vous menez notre politique.

Et votre réalisme vous honore. Vous faites feu de tout bois et les recettes de votre administration ont fortement progressé, voilà ce qu'est comprendre l'argent. Mesdames et messieurs les ministres, vous pouvez prendre exemple.

LE BOUFFON : (*Agite sa marotte*). L'expert en retournement de situation. Il fait crouler l'autre sous les prunes, et lui ramasse les fruits. Voilà un homme habile. Quant à la prise de tête, entre lui et son collègue de l'économie, je plains le citoyen de notre beau pays.

(*Au président*). Tu lui enlèves tout. Il a peur au travail, quand il en a du travail. Quand il rentre chez lui il a peur d'être cambriolé, quand il sort en métro d'être attaqué, quand il sort en voiture d'avoir un PV, quand il ouvre sa boîte aux lettres de recevoir une nouvelle taxe. Il ne trouve plus lieu ni moment de détente, où se reposer, oublier, simplement parler. Tu moques son verre dominical en compagnie de sa famille, qui souvent est la seule culture du pauvre. Il ne lui reste rien à se raccrocher, dans cette société de la peur qui pourrit.

Il voit le riche, qui lui s'en fiche, dont la liberté n'est jamais gênée. Le bandit, qui impunément s'enrichit. Le mensonge, qui règne et s'affiche. Ô Prince, quel monde construis-tu, où chacun s'oppose à l'autre, où l'honnête homme voit bafouer, outrager, vilipender les valeurs qui ont fait sa grandeur ?

LE PRESIDENT : Ce que tu dis, on l'a dit de toutes les sociétés à toutes les époques. Gouverner n'est pas s'apitoyer sur les individus, mais construire un pouvoir fort.

LE BOUFFON : Me prends-tu pour un naïf ? Je sais, il n'y a pas de morale politique, seul le résultat importe. Tu les tiens. Ils ont peur. Tes sbires décèlent le moindre mouvement, exercent un contrôle absolu. C'est une belle réussite. Mais en ta grande sagesse tu l'as dit, la victoire est fragile. Combien de contrôleurs te faudra-t-il pour contrôler les contrôleurs ? C'est une fuite sans fin. Et tout cela pour quoi ? pour qu'une caste se gorge d'or ? N'y a-t-il pas d'autre chemin, plus sûr, pour asseoir ton pouvoir ? ton contrôle total n'est qu'un pouvoir totalitaire. Les régimes de ce type sont dans l'histoire les premiers à tomber.

LE PRESIDENT : Cela suffit, bouffon. Tu donnes des leçons d'histoire, mais tu te trompes, tes schémas d'analyse sont anciens, et tu les plaques sur un monde nouveau, que nous construisons avec des outils nouveaux. Et si tu dis des choses sensées, tu ne vois qu'un aspect du monde. Tu es mauvais augure parce que tu ne sais pas. Tu crains pour l'avenir ? Nous le préparons. Écoute un peu.

(*À la ministre de l'Education*). Madame la ministre de l'Éducation, c'est à vous. Dites-nous je vous prie ce que dans notre projet de société vous faites pour la formation de l'homme futur.

LA MINISTRE DE L'EDUCATION : Nous menons un programme d'an-alpha-bétisation des masses.

(Étonnement de tous).

LE PRESIDENT : Dans la tâche qui nous incombe, nous devons à la fois former les futurs décideurs, les penseurs et constructeurs dont notre pays aura besoin demain, et veiller à ce que la transmission des pouvoirs politique, économique et culturel reste en de bonnes mains. L'expérience l'a montré, l'instruction dispensée à tous sans discernement fait courir un risque politique majeur.

(À la ministre de l'Education). Poursuivez.

LE BOUFFON : *(Il secoue sa marotte, bruit de clochettes).* Instruire les gens du peuple donne des rouges.

LA MINISTRE DE L'EDUCATION : En effet, l'élévation du niveau d'éducation de la population nous a menés au bord de la révolution. C'est elle qui alimente cette idéologie nuisible qui persiste et transcende les générations, qu'a évoquée monsieur le Président.

LE PRESIDENT : Au fait.

LA MINISTRE DE L'EDUCATION : Notre électorat populaire reste très attaché à l'éducation de ses enfants, pour lui synonyme de promotion sociale. Mais en même temps nous ne pouvons mettre en péril notre suprématie. Comment résoudre ce paradoxe ? en donnant au plus grand nombre l'apparence de l'instruction la plus élevée possible.

(Tous très attentifs).

J'ai bien dit, l'apparence. C'est une action à long terme. Des réformes successives se sont employées à saper la base de l'enseignement. Nous agissons sur l'élève, le programme, et le recrutement des cadres.

Des experts, s'exprimant au nom du bien de l'enfant, ont apporté une prétendue caution scientifique aux nouvelles méthodes qui déstructurent l'apprentissage de la lecture et du calcul. Au nom de la mixité sociale bénéfique à tous, nous mélangeons tous les élèves, ne séparons plus le bon grain de l'ivraie. Le mot élite est proscrit. L'abandon de la sélection, que nous faisons passer pour une victoire démocratique, se poursuit au long de la scolarité. Pratiquement tous valident un cursus secondaire complet.

Notre objectif est atteint, une part grandissante des élèves sort de l'école illettrée, et ne sait pas compter. Nous estimons que la moitié des bacheliers ne sait pas rédiger. Ils poursuivent des études supérieures dites professionnelles et techniques.

Parallèlement, nous avons expurgé les programmes, nous ne donnons plus que de partiels rudiments en histoire, en géographie, sans parler des lettres ni des humanités.

Quant au recrutement des maîtres, il ne s'opère plus sur la base de connaissances scientifiques, mais d'une pratique pédagogique. Comprendre par là l'aptitude à travailler dans le bruit et la violence endémiques, que nous nous gardons de sanctionner.

Le concours élimine les vellétés d'intellectualisme. Pour éviter qu'un élément brillant se dissimule et passe le filtre, nous les saturons de technicité. De sorte que, les uns n'ont pas le temps de penser, les autres n'en ont pas les moyens. Enfin, le traitement très bas pollue le recrutement, les anciens, les meilleurs, quittent le service. Le niveau a donc fortement chuté.

LE BOUFFON : *(Il agite sa marotte, bruit de clochettes).* Nous éradiquons les meilleurs. À bas les aristos ! Nous sommes de vrais sociaux !

LE DEPUTE : Une question, je vous prie. Dans ces conditions, comment se constitue le vivier de la future élite, qui nous est nécessaire ?

LA MINISTRE DE L'EDUCATION : Nous prenons modèle sur nos amis d'outre-océan. La sélection s'opère par l'argent. Aux plus riches de coûteuses places dans certaines écoles où ils acquerront un vernis de culture et les règles de la bienséance. Formés au moule du monde dirigeant, leur carnet d'adresses importe plus que leur niveau scientifique. *(Une pause).*
La fonction crée l'organe.

(Rires de l'assistance). Pour les autres, quel besoin avons-nous de littérature perfide, d'inepte philosophie, de sciences politiques ? Il nous faut des techniciens, qui ne savent rien en dehors de leur étroite spécialité, qui n'aient pas de représentation globale. Pas besoin d'histoire, à quoi bon la géographie ? que leur monde soit le plus limité possible.

LE DEPUTE : Les classes populaires s'en aperçoivent.

LA MINISTRE DE L'EDUCATION : Non, le peuple aime l'apparence. A défaut d'or massif il se contente d'or mussif.

LE BOUFFON : *(Il secoue ses grelots).* Voilà un bon mot ! qui porte loin !

LA MINISTRE DE L'EDUCATION : Cette pseudo éducation de masse fait que la majorité des néo-bacheliers sont les premiers de leur famille à détenir le précieux diplôme. Cela nous vaut un large soutien électoral.

LE DEPUTE : Avec un diplôme dévalorisé, le marché du travail leur est fermé.

LA MINISTRE DE L'EDUCATION : Les employeurs le savent. La situation est celle décrite précédemment, on n'accède à l'entreprise que par recommandation. De plus, nous avons créé pour ces jeunes sans travail des milliers d'emplois non qualifiés, à durée définie, notamment au sein de notre administration. Le résultat est sans appel. Non seulement ces jeunes accèdent au parchemin symbolique, mais encore ils passent de l'autre côté de l'école. Dans des familles souvent en conflit avec cette institution, chacun de ces jeunes temporairement intégrés se transcrit par six votants en notre faveur.

Le vivier de penseurs et de savants est ainsi constitué : certains de nos enfants se montrent très doués. Dans les classes moyennes voire chez les pauvres, on trouve quelques éléments brillants, dont la docilité est avérée. On les intègre à ces écoles de l'élite, où, pourvus de rares bourses d'études, ils sont la vitrine d'une égalité démocratique. Le reste des chercheurs est importé des pays sous-développés. Nous disposons ainsi d'une élite fiable dont l'effectif est suffisant. Peu de prix Nobel sont nécessaires à un grand pays.

LE PRESIDENT : *(À la ministre de l'Éducation).* Cela suffit pour l'instant, merci. *(Au bouffon).* Tu as entendu ? Qu'en penses-tu ?

Le 29 février 2016